

Sommaire

*La biorégion, creuset
d'une démocratie directe
de l'eau*



Hydromondes

p. 10

*Pour un nouveau rapport
au travail: expérimenter
la polyactivité*



Les ateliers Icare

p. 24

L'ordre public, sans la police



Paul Rocher

p. 46

*Cultiver des potagers,
contester la métropole*



Flaminia Paddeu

p. 48

*Reprendre à l'état social
ce qui appartient à la Sociale*



Nicolas Da Silva

p. 60

*Les plages sont des zones
à défendre*



**Isabelle Bruno
et Grégory Salle**
p. 74

*Pour une sécurité sociale
de la menstruation*



Jeanne Guien
p. 86

*Politiser le réensauvagement
des territoires*



Antoine Chopot
p. 100

*Réinventer les droits de
préemption et d'expropriation*



Diego Landivar
p. 114

*Bricoler pour réparer le(ur)
monde: les ruraux précaires
montrent le geste*



Fanny Hugues
p. 128

Biographies P.140



*La
biorégion,
creuset
d'une
démocratie
directe
de l'eau*

À l'heure des sécheresses et des pollutions, les pénuries d'eau constituent une menace de plus en plus aiguë. Face à l'accaparement néolibéral et à la gestion autoritaire de cette ressource critique, le collectif Hydromondes, qui mène des enquêtes populaires sur les enjeux de l'eau à travers la France, imagine une alternative radicale: la démocratie directe de l'eau. Cet horizon passerait par la mise en œuvre de biorégions, concept invitant à délimiter les territoires selon leur réalité écologique, qui formeraient l'unité institutionnelle permettant une réappropriation collective des enjeux de l'eau.

D

ire que le XXI^e siècle sera celui des guerres de l'eau est presque devenu un lieu commun. De fait, les tensions hydriques se font ressentir de façon croissante partout sur la planète, saison après saison, ici comme ailleurs. Pour autant, prenons-nous vraiment au sérieux, écologiquement et socialement, les répercussions à venir du bouleversement des cycles de l'eau dans lequel nous sommes désormais embarqué-es, qu'on le veuille ou non ? On peut continuer à arroser les golfs et à remplir des centaines de milliers de piscines privées, tout en irriguant toujours plus et en distribuant l'eau potable en camions-citernes. Mais cela semble parti pour ne durer qu'un temps. En regard, l'idée de biorégion, qui propose de repenser nos territoires depuis les frontières aquatiques du vivant, apparaît comme une alternative radicale pour mettre sur pied une « démocratie directe de l'eau » qui soit à la hauteur des enjeux de notre époque.

Le renversement biorégional

Née au début des années 1970 sur la côte ouest des États-Unis en pleine contre-culture californienne, la notion de « biorégion » émane de la rencontre entre les milieux éco-anarchistes et ceux promouvant une protection socialement juste de la nature. Elle se place à l'endroit même où, depuis plus de cinquante ans, tout un ensemble de visions et de pratiques cherche, aux quatre coins du monde, à transformer les sociétés anthropocentrées vers un plus grand écocentrisme, en vue d'enrayer les désastres écologiques et sociaux. Le biorégionalisme s'appuie sur la nécessité de sortir du seul prisme humain et de la mise à distance généralisée de la nature. Il cherche à refonder les sociétés depuis le soin des lieux – habités par tous les vivants, humains compris. Concrètement, une biorégion est un morceau de la biosphère dont les limites ne sont pas définies par des frontières administratives (département, région, État...), mais par des limites géographiques et biologiques. Son périmètre est défini par les humains qui l'habitent – de façon autodéterminée et dans une volonté de prendre soin de ce milieu de vie commun. Une biorégion est donc l'alliage, sur un territoire donné, entre une communauté habitante humaine et une communauté biotique plus-qu'humaine. Elle doit être à la fois assez grande pour maintenir l'intégrité des espèces qui y vivent et des cycles

« Une biorégion est un morceau de la biosphère dont les limites ne sont pas définies par des frontières administratives. »

qui s'y déploient (nutriments, migrations, cycles de l'eau); et

1 Voir Mathias Rollot et Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion?*, Wildproject, 2021.

2 *Ces 25 % d'êtres humains qu'on s'évertue à faire disparaître, en même temps que leurs milieux de vie, depuis les débuts de l'ère coloniale et plus encore depuis l'ère industrielle – la Sixième extinction des espèces étant tout en même temps une extinction de la diversité des cultures humaines.*

3 Voir Les Pensées de l'écologie: un manuel de poche, éd. Baptiste Lanaspèze et Marin Schaffner, Wildproject, 2022.

assez petite pour que ses habitant-es la considèrent comme leur chez-eux¹. En ce sens, les deux milliards d'êtres humains qui vivent encore dans des communautés autochtones ou des sociétés paysannes² habitent déjà en grande partie au sein de telles biorégions – ou, en tout cas, ils et elles en sont bien plus proches que les six autres milliards qui sont enserrés dans l'urbanisation galopante du monde et ses chaînes d'approvisionnement néolibérales. Depuis la France hexagonale, c'est indéniable: l'ampleur du chantier est énorme. Pour autant, ce renversement de perspective est au cœur des pensées de l'écologie (dans leur grande diversité) depuis plus d'un siècle³. Et, en cela, l'idée de biorégion apparaît comme l'une des approches les plus stimulantes, les plus ouvertes et les plus complètes pour mettre en œuvre de façon concrète, pratique et confédérale une réelle justice écologique et sociale.



Pas de biorégion sans réhabitant·es

L'un des mots-clés du biorégionalisme est celui de *réhabitation*. L'idée que la vie dans les sociétés industrielles est assurément hors-sol et qu'il s'agit de réinventer des manières de véritablement habiter *avec* nos milieux – condition préalable indispensable à tout projet de société écologique cohérent. C'est ce que le militant Peter Berg et le biologiste Raymond Dasmann ont cherché à définir dans leur article fondateur de 1976, «Réhabiter la Californie» :

«Quelque chose est en train de se passer en Californie. Le phénomène est difficile à qualifier ou à quantifier, d'autant que la plupart de ses acteur.rices ne souhaitent ni être répertorié·es, ni être mis·es en avant. Mais la chose est claire: un peu partout se déploient des communautés de gens qui tentent de nouvelles manières de vivre sur et avec la Terre. Nous appelons ce phénomène réhabitation, un processus qui implique d'apprendre à "vivre in situ".»⁴

⁴ Peter Berg et Raymond Dasmann, «Réhabiter la Californie», *EcoRev'*, n°47, 2019, p.73-84.

À la lumière de ces origines contre-culturelles, la vision biorégionale entre en écho direct avec une grande partie des mouvements socio-écologiques français de ces dernières décennies. Notamment: lutte contre les grands projets inutiles, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), zones à défendre (ZAD), exode urbain, «gilets jaunes», pratiques de sorcières, listes citoyennes candidates dans des milliers de communes et victorieuses dans 300 d'entre elles, luttes féministes, décoloniales, anticapitalistes et antinucléaires, «génération climat», syndicats d'habitant·es et retour des communs, foncières coopératives, étudiant·es en désertion, droits de la nature, Soulèvements de la Terre et tant d'autres. On peut de fait considérer qu'une frange de plus en plus importante de la population française – d'autant plus depuis le Covid – aspire à un mode de vie plus local, plus lent et qui fasse sens⁵. Ces germes réhabitants restent marginaux (car l'organisation sociale majoritaire enferme une grande partie d'entre nous dans un monde de supermarchés, de voitures, d'énergies fossiles illimitées, de médias financiarisés et d'imaginaire de propriété privée absolue dont il est ardu de s'extirper et de s'émanciper). Mais c'est depuis ces marges grandissantes que l'idée de biorégion prend un sens concret et populaire. Et c'est

⁵ Et probablement même une part de plus en plus grande de la population mondiale – à ce sujet, voir notamment *Plurivers*, un dictionnaire du post-développement, *Wildproject*, 2022.

donc dans ce sens-là qu'il s'agit d'essayer de lui donner corps ici et maintenant.

Les petites rivières font les grands fleuves

Historiquement, la biorégion, plus qu'une théorie, est surtout un «faire»: un ensemble de pratiques, d'expérimentations et de réseaux humains – une confédération plus qu'humaine. Ainsi l'un des motifs de la vie, ô combien symbolique, qui a intéressé les biorégionalistes est celui des bassins-versants. Tout à la fois: la région que dessinent un fleuve et tous ses affluents; une série de lignes de partage des eaux, mais aussi des sols, des climats et des vivant-es ; un cycle millénaire

6 À ce sujet, voir *Les Veines de la Terre: une anthologie des bassins-versants*, éd. Marin Schaffner, Mathias Rollot et François Guerroué, Wildproject, 2021.

auquel se greffe la vie. Et qui s'apparente donc à une grande respiration terrestre⁶.

Les biorégionalistes historiques ont très vite imaginé que les bassins-versants pouvaient être une échelle cohérente au sein de laquelle organiser une société écologique en démocratie directe. Une échelle qui permet de penser des solidarités amont-aval, notamment autour de l'idée de «conseils de bassin-versant», des instances populaires autogérées du partage et du soin des eaux. En 1992, Gary Snyder, magnifique poète biorégionaliste américain, formulait la chose en ces termes dans son texte «Accéder au bassin-versant»:

«Le programme d'un conseil de bassin-versant commence de manière modeste: "Essayons de réhabiliter notre rivière de telle manière que le saumon sauvage puisse s'y reproduire de nouveau." En essayant de compléter ce programme, une communauté est susceptible de devoir lutter contre l'industrie forestière commerciale en amont, l'accaparement de l'eau pour sa vente en aval, la pêche au filet taïwanaise au large dans le Pacifique Nord et toute une série d'autres menaces

7 Gary Snyder, *Le Sens des lieux*, Wildproject, 2018.

nationales et internationales pour la santé du saumon.»⁷

En d'autres termes, il s'agit de remettre l'eau au cœur de nos quotidiens politiques, ré-irriguer nos imaginaires collectifs, réinventer des subsistances mutuelles depuis les cycles de la vie – et notamment depuis les cycles de l'eau, car sans eau il n'y a pas de vie.



« L'eau s'évapore peu à peu de nos cultures collectives. »

D'où vient l'eau de notre robinet ?

Nos rivières et nos fleuves ont été barrés et canalisés. L'eau que nous buvons circule dans des tuyaux sur des dizaines, voire des centaines de kilomètres. On découvre, année après année, de nouveaux polluants dans l'eau potable – liés aux activités agricoles, industrielles et énergétiques. Depuis la fin des années 1960, le projet moderne «Eau et gaz à tous les étages» a été atteint. Mais dans le même temps, il nous a clairement éloigné·es de relations millénaires avec le soin des eaux. L'eau en tant que condition *sine qua non* de la vie (et non pas en tant que simple «ressource») est devenue de plus en plus invisible dans nos existences – les gestes quotidiens de l'eau et les esprits qui l'habitent ont globalement cédé la place à la gestion technique *par d'autres que nous*. À tel point qu'aujourd'hui, plus grand monde ne sait dire d'où vient l'eau de son robinet. L'eau s'évapore peu à peu de nos cultures collectives. Et le dérèglement climatique est aussi et surtout un dérèglement des cycles de l'eau. Si vivre sous de fortes chaleurs avec de l'eau est possible, le faire en situation de manque l'est nettement moins.



**« Nous mourons
après 72 heures
sans eau potable,
qui que nous
soyons et
quoi que nous
pensions. »**

Cela étant, nous avons à notre disposition certaines institutions qui pourraient nous aider à agir autrement, et à reprendre en main ce commun primordial qu'est l'eau. Encore aujourd'hui, 52 % des Français-es vivent sous régie municipale d'eau – une forme d'autonomie locale, parfois confédérée, qui existe depuis près de cent ans. Ces régies publiques ont bien entendu des limites (et il faudrait les métamorphoser un peu pour qu'elles servent les dynamiques réhabitantes), mais elles ont le mérite d'être là contre la privatisation et la financiarisation rampante de l'eau, portée tout à la fois par des exploitants privés (Suez, Veolia, Saur, etc.), par des banques et des fonds d'investissement, et par des industriels (Danone à Volvic et à Évian, ou Nestlé à Vittel et à Perrier, pour ne citer qu'eux). Par ailleurs, en 1964, la France a inventé les Agences de l'eau – six grandes institutions publiques de bassin-versant qui ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes sortes et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques. Ces structures, qui fêteront leurs 60 ans en 2024, ont été reconnues et répliquées dans tous les pays de l'Union européenne lors de la directive-cadre sur l'eau de l'an 2000. Sortes de «parlements de bassins-versants», elles sont à la fois un héritage potentiellement vertueux, tout en reproduisant malgré tout une bonne partie des dérives de nos parlements républicains: déconnexion avec les habitant-es, approche technocratique, pression des lobbys, majorité de politicien-nés professionnel-les, etc. Pourtant, ces Agences de l'eau sont aujourd'hui des garantes indéniables du partage futur de l'eau dans notre pays et à l'échelle continentale. Mais, dans la perspective écocentrée du biorégionalisme, nous sommes encore loin de l'imaginaire réhabitant des «conseils de bassin-versant».

Utilisons la force de l'eau pour renverser la pyramide

Il semble ainsi manquer aujourd'hui deux choses principales à nos politiques de l'eau: une équité réelle (de la justice à la fois écologique et sociale qui parte des réalités des habitant-es) et de l'adaptabilité (à la fois aux particularités locales et à la modification en cours des cycles de l'eau). Cela étant, que pourrait donc être une «démocratie de l'eau» véritable? L'écrivaine et militante écoféministe indienne Vandana Shiva – grande opposante mondiale à Monsanto – écrivait en 2002 :

«Les systèmes de gestion durable de l'eau se sont développés, dans des conditions de rareté, à partir d'une idée transmise de génération en génération: celle de la propriété collective de l'eau. [...]

Neuf principes sous-tendent la démocratie de l'eau:

1. *L'eau est un don de la nature;*
2. *L'eau est essentielle à la vie;*
3. *L'eau relie toutes les formes de vie;*
4. *L'eau nécessaire à la survie doit être gratuite;*
5. *L'eau est une ressource limitée et épuisable;*
6. *L'eau doit être préservée;*
7. *L'eau est un commun;*
8. *Personne n'a droit à un "permis de détruire";*
9. *Rien ne remplace l'eau.»⁸*

8 *Vandana Shiva,*

La Guerre de l'eau:

Privation, pollution

et profit,

Parangon, 2003.

Reconsidérer l'ensemble de nos institutions de l'eau à l'aune de ces neuf principes oblige à une profonde refonte des priorités sociales et politiques. Actuellement, l'eau domestique

ne représente que 10 % de l'eau consommée; quand l'industrie en consomme 20 % à elle seule, la production d'énergie – massivement fissile et fossile – 30 %, et l'agriculture chimique à irrigation massive 40 %. Si l'on y ajoute les pollutions multiples qu'elles entraînent toutes trois, aujourd'hui en France, le capitalisme est privilégié à 90 %, au détriment du commun et des milieux aquatiques eux-mêmes. Face à ces chiffres, il devient urgent d'inventer de nouveaux rapports de force partout où nous le pouvons, et recréer ainsi des

9 *Comme nous invitent*

à le faire nombre de

communautés autochtones

et paysannes partout

sur la planète, souvent

dans le sillage de collectifs

de femmes en lutte.

Invoquons notamment

le slogan de la lutte contre

le Dakota Pipeline Access:

«We are here to protect

water».

affects communs (interculturels et intergénérationnels) de protection et de soin des eaux⁹. Car, au-delà de toutes ces considérations, une réalité reste indéniable: nous mourons après 72 heures sans eau potable, qui que nous soyons et quoi que nous pensions. En vue d'une telle réinvention politique, l'une des pistes serait la création d'une Sécurité sociale de l'eau (de la même manière qu'elle existe pour la santé, et à celle qui commence à poindre pour l'alimentation).



Mais comme cela semble éloigné de l'agenda politique républicain, de tels systèmes d'entraide et de partage – autrement dit des communs – pourraient d'ores et déjà se penser dans une forme de confédéralisme des localités. Comme nous l'avons dit, l'eau potable et son assainissement sont historiquement gérés par les communes et les communautés de communes. L'eau – qui circule en grands cycles (en surface, sous terre et dans les airs) – nous aide à envisager des solidarités interlocales autour de ce commun, et ce d'autant plus si elle vient à manquer. C'est alors qu'on touche du doigt les «solidarités

« Que pourrait être une institution-fleuve qui, comme l'eau, s'adapte, contourne et serpente ? »

amont-aval» évoquées en leur temps par les biorégionalistes. L'un des leviers qui en découlent est celui de la fabrique d'institutions populaires et non centralisatrices. En effet: que pourrait être une institution-fleuve qui, comme l'eau, s'adapte, contourne et serpente? Comment envisager de nouvelles façons de faire communauté qui se mettent à la hauteur des sagesses de l'eau? Quelles règles collectives se donner pour s'approcher au plus près d'un fonctionnement hydro-logique? Comment donner voix aux générations futures et aux rivières elles-mêmes?

Faire céder les barrages de toutes sortes

Si la lutte du collectif Bassines non merci (BNM) fonctionne aussi bien aujourd'hui, c'est parce qu'elle a su s'ancrer à une échelle biorégionale: celle du bassin-versant de la Sèvre niortaise. Depuis des années, BNM a su fédérer largement dans le monde rural pour défendre à la fois une culture paysanne ancestrale et un milieu écologique rare. Les images tragiques de ce petit delta, asséché méthodiquement ces dernières décennies par l'agro-industrie, malgré un label de parc naturel régional, nous font voir le processus à l'œuvre depuis trois siècles partout ailleurs: l'embarragement des rivières en amont, la canalisation des plaines et l'assèchement des estuaires. De tels désastres culturels et écologiques ont déjà eu lieu aux embouchures du Rhin, de la Seine, de la

« Se laisser rêver à l'émergence de nouvelles manières de "faire commune" autour de l'eau. »

Loire, de la Gironde et du Rhône (sans parler des autres continents), qui font face à l'emballement du changement climatique depuis des années tandis que barrages et retenues d'eau amplifient les problèmes qu'ils tentent vainement de régler. Comprendre le fonctionnement des infrastructures, notamment hydrauliques, qui conditionnent nos manières d'habiter et de cultiver, constitue un enjeu incontournable

10 *Au-delà du Larzac ou de Notre-Dame-des-Landes qui sont des exemples bien connus, de nombreuses luttes populaires pour l'eau ont eu lieu en France depuis les années 1980. On pourra citer, entre autres : les habitant-es de la région de Sivens dans le Tarn (contre un barrage pour l'irrigation agricole); Eaux et rivières de Bretagne (pour le retour du saumon et contre l'agro-*

dans les luttes de préservation des eaux et des milieux¹⁰. Il s'agirait de se poser collectivement la question de la transformation radicale – et peut-être du démantèlement – de ces monuments de béton (canaux et barrages) qui sont au cœur de l'appareil productiviste (capitaliste, patriarcal et néocolonial) qui nous emprisonne. L'annonce du « Plan eau » du gouvernement en avril 2023 devant le lac de Serre-Ponçon, déjà asséché au printemps, fut emblématique de la manière dont l'État tourne le dos au problème auquel nous allons pourtant toutes et tous devoir faire face: l'inadaptation des infrastructures modernes à toute forme d'habitat réellement écologique.

industrie, notamment les algues vertes); le Comité Loire vivante (contre l'aménagement bétonnier du bassin de la Loire); ou encore la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (contre le canal Rhin-Rhône et le barrage de Loyettes au Bugey, sur le Rhône).



Une fois encore, le chantier est vaste. Mais des tas de choses s'expérimentent déjà dans les marges du système existant: assemblées locales de l'eau, syndicats habitants, réseaux populaires de sentinelles, assemblées populaires de bassin-versant, rituels de soin des rivières, collectifs d'enquêtes habitantes, réseaux et associations issues de la société civile, etc. S'il faut bien entendu soutenir et défendre ces initiatives qui cherchent à repenser nos usages et nos relations avec les eaux, il nous faut aussi œuvrer plus encore à les multiplier. Et veiller à le faire dans une perspective communale et confédérale – non pas en déléguant la chose à des «expert-es», mais en replaçant les savoirs locaux et la subsistance au cœur de nos quotidiens, individuels et collectifs. Pourquoi pas alors, à la confluence du biorégionalisme, de l'écoféminisme et du municipalisme libertaire, se laisser rêver à l'émergence de nouvelles manières de «faire commune» autour de l'eau – et autour des cycles du vivant plus largement.

Pour résumer: remettre l'eau au cœur de la fabrique du quotidien, lui redonner sa valeur première (celle d'être à la fois non marchande et d'être notre plus grande richesse), s'éduquer ensemble à la compréhension et au soin des bassins-versants et des cycles de l'eau qu'ils soutiennent... Tout cela en vue d'inventer de nouvelles façons de faire société qui permettent de continuer à bien vivre en des temps de plus en plus bouleversés. •